

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?127-trois-tracts>



Trois tracts

- Nos textes - Tracts -



Date de mise en ligne : dimanche 10 mai 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

http://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svq&taille=64&1639929060

Pour une contestation de la LMD [Télécharger \(10 ko\)](#)

http://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svq&taille=64&1639929060

Contestation de la misère, misère de la contestation [Télécharger \(11.8 ko\)](#)

http://collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svq&taille=64&1639929060

Sur la fermeture progressive de l'université [Télécharger \(13.1 ko\)](#)

Pour une contestation lucide de la réforme LMD

Pendant quelques semaines, des étudiants en anthropologie ont occupé un amphithéâtre afin de protester contre la réforme qui entrera en vigueur l'an prochain et qui fait de leur discipline une option de sociologie proposée seulement à partir de la troisième année de licence, contre un cursus complet actuellement. Cette refonte de l'UFR est liée à l'adoption de la réforme LMD, qui va bouleverser en profondeur tous les départements de notre université à la rentrée prochaine.

Pourtant, les anthropotes ne réclamaient pas le retrait de la loi LMD, mais le maintien de leur cursus dans le nouveau cadre institutionnel. Pendant le mouvement, une commission chargée de l'élaboration d'une maquette de cursus à soumettre au ministère a d'ailleurs été créée, chapeautée par quatre enseignants qui ont pris part à la mobilisation.

Pourquoi l'anthropologie disparaît-elle avec la réforme LMD ? Le Ministère, et avant lui le Conseil scientifique de Paris 8, a refusé de maintenir le département parce que le nombre d'enseignants y était insuffisant. Une crise au sein même du département a eu lieu en 1998, à l'issue de laquelle son fonctionnement était déjà largement remis en cause. Dans ce cas précis, ce ne sont donc pas à proprement parler les dispositions de la réforme qui mettent à mal l'anthropologie à Paris 8 mais bien plutôt, l'adoption de la loi, qui est l'occasion pour l'administration de l'université de « faire le ménage » dans l'UFR, d'imposer un remaniement là où les débats internes ont échoué à préserver des conditions normales d'enseignement. Pour les étudiants soucieux de poursuivre leurs études d'anthropologie l'an prochain, il ne s'agit donc pas de protester contre les conséquences d'une réforme, mais de s'immiscer dans les débats qui ont secoué leur département au point de le rendre moribond. Pour quelle raison les enseignants n'ont-ils pas trouvé un consensus qui leur aurait permis de continuer à travailler ensemble, quel conflit était plus important que le maintien d'une équipe d'encadrement minimale, sans laquelle aucun département d'aucune université ne saurait exister ?

Paradoxalement, il semblerait que la cause de l'anthropologie, farouchement défendue aujourd'hui par les anthropotes qu'ont ralliés quatre de leurs enseignants, ait pu passer au second plan dans les préoccupations des responsables du département ces dernières années. Comment réfléchir sur le contenu de nos enseignements et sur les conséquences d'une réforme d'envergure, si cela nous impose de nous confronter à des conflits dont nous ne connaissons ni les tenants ni les aboutissants, et dont on ignore s'ils ont quelque chose à voir avec le savoir universitaire ? Si la mise en œuvre du LMD permet de donner un coup de balai dans notre université (et ce aux frais des étudiants qui voient disparaître leur cursus), les nouvelles dispositions qu'elle institue sur le statut des enseignants laissent présager la multiplication de situations dont le cas de l'anthropologie est un paradigme.

En effet, l'an prochain, le statut de l'enseignant-chercheur ne sera plus défini au niveau national ; nos professeurs devront négocier individuellement un contrat avec l'université, établissant, en plus du nombre d'heures de cours à dispenser, l'emploi du temps de leurs activités annexes : encadrement d'étudiants, conception et maintenance

de cours par internet, responsabilités administratives. La rétribution de ces tâches sera à négocier individuellement, mais l'implication dans les activités administratives sera récompensée, afin de résoudre les problèmes de sous-encadrement sans recruter de personnel dont c'est le métier. La réforme met également l'accent sur la création de commissions de chercheurs à l'intérieur des UFR chargées d'évaluer le travail de leurs pairs, sans que les critères d'appréciation en soient explicités. Le recours au CDD devrait se généraliser pour le recrutement de professeurs, afin de mettre fin à leur statut privilégié qui les incite à la paresse, selon les réformateurs. La réforme LMD met les enseignants en concurrence individuelle ; le rapport contractuel entre le président et l'enseignant est calqué sur le rapport entre l'employé et son employeur dans l'entreprise. Voilà une réforme qui devrait enfin mettre un terme aux problèmes que rencontre notre université aujourd'hui... Et ce n'est qu'un des multiples aspects de la réforme !

Le LMD a avant tout pour vocation d'harmoniser les diplômes universitaires à l'échelle européenne. Or les transformations qu'il propose s'inspirent largement de l'organisation de l'université américaine. La construction européenne n'est-elle pas pourtant l'occasion de réfléchir à un modèle universitaire fondé sur le respect et la transmission du savoir plutôt que sur la rentabilité ? Le cas du LMD met à mal l'idée largement répandue que la construction européenne constitue une alternative progressiste à l'américanisation. C'est pourtant ce que pensent plusieurs personnes de mon entourage, dont c'est l'argument principal pour voter oui au référendum du 29 mai. Un mois avant l'échéance, la fermeture de la fac nous empêche encore une fois d'ouvrir un débat de fond entre étudiants sur le LMD, comme l'avaient amorcé les anthropotes, et ainsi de réfléchir au référendum à partir des implications de la construction européenne qui nous concernent le plus directement.

Des étudiants et habitants du quartier, etatdeslieuxp8 no-log.org

Contestation de la misère, misère de la contestation

Du 15 avril au 9 mai, l'université a été fermée sur décision du président P. Lunel. Cette fermeture fut une réponse à la mobilisation des étudiants en anthropologie dont le département est menacé de disparition suite à l'application de la réforme LMD. Ces derniers occupaient l'amphi A1 depuis le 21 mars, et furent rejoints par des sans-papiers, un collectif de lutte contre la discrimination d'une étudiante voilée, des habitants des quartiers alentours... Le jour précédent la fermeture de la fac, les occupants de l'amphi A1 furent expulsés par les CRS, alors que des négociations étaient en cours avec le président. Des incidents et des dégradations diverses sur lesquelles nous n'avons à ce jour aucune précision seraient à l'origine de cette décision.

La nécessité de se mobiliser face à ces mesures arbitraires et les perspectives régressives que l'on nous impose exigent de construire des mobilisations à la hauteur de ces enjeux. Les modes d'organisation en sont la pierre angulaire. Le mouvement des « anthropotes » semble partager des traits communs avec une forme collective courante sur le terrain des luttes sociales, qui doit être un objet central de travail pour qui veut agir politiquement et lucidement.

1- Ces collectifs se construisent sur le refus radical de la récupération et de la bureaucratisation. L'idéologie qui prévaut est alors celle du spontanéisme. La désorganisation, rationalisée autour de l'équation organisation = récupération, est alors revendiquée comme une forme aboutie d'autonomie. Ainsi nul besoin de règles pour discuter avant de décider puisque l'évidence partagée ici est qu'il suffit de déclarer que la parole est libre pour que tout le monde s'exprime. Le besoin, impérieux aujourd'hui, de lien social et humain pose un impératif de convivialité qui fait primer les relations affectives, souvent au détriment des autres affinités (politiques, intellectuelles).

2 - Pourtant, comme dans la plupart des collectifs en lutte ces derniers temps les orientations réelles des mouvements ne sont pas celles des individus qui les composent. Les effets de ce mode de fonctionnement, qui

fantasme la démocratie plutôt qu'il ne la pratique, sont identiques au modèle autoritaire bureaucratique : L'autorité décisionnelle n'est plus entre les mains d'un appareil anonyme, mais entre celles d'une clique fédérée autour d'une ou plusieurs personnalités charismatiques, rarement reconnues comme telles. L'adhésion des membres du groupe est assurée via la séduction et la manipulation, de sorte que ces derniers intériorisent les désirs du leader, et se persuadent d'être co-auteurs des décisions et des actions menées au sein d'une lutte dont les enjeux bien souvent leur échappent. Au sein de ces collectifs il existe bien des règles, implicites et mouvantes, axées autour d'un savoir-être qui valide l'adhésion ou l'exclusion du groupe. Ce mode d'organisation, évidemment dénié, entretient la confusion entre autonomie et autoservitude, et anesthésie de fait tout conflit ouvert et toute possibilité d'évolution.

3 - Alors quoi ? Il n'y a évidemment pas de « solution » fétiche qui protégerait contre la bureaucratization et la récupération. Les collectifs dont nous avons un besoin impérieux sont à construire presque entièrement. Ils ne pourront se faire que sur les ruines du mythe individualiste qui prévaut actuellement, et cache un conformisme mortifère. Substituer à l'AG verrouillée d'avance par quelques bureaucrates une AG-horde où le débat d'idées est impossible n'est que masquer la confiscation du pouvoir sous une philosophie de bazar. La politique vit quand sont tenues et incarnées collectivement les questions « Qui fait la loi ici ? », « comment fonctionne réellement notre collectif ? », « Que voulons nous ? »

Des étudiants et habitants du quartier etatdeslieuxp8 no-log.org

Sur la fermeture progressive de l'université

La fermeture arbitraire de notre université montre le pourrissement dans lequel se trouve ce lieu de transmission du savoir : ravagé par le mandarinat débridé, anesthésié par le simulacre subversif, condamné par le morcellement et le silence.

L'université St Denis Paris 8 a été fermée pendant plus de trois semaines, du jeudi 15 avril au lundi 9 mai, sur ordre du président M. Lunel pour motif de « cas de force majeure ». Cette décision a été justifiée comme une réponse aux dégradations attribuées aux étudiants en anthropologie lors de leur évacuation par les forces de l'ordre le mercredi 14 avril. La réponse de la présidence semble particulièrement hors de propos, puisque les « anthropotes » dénonçaient la disparition de leur cursus en occupant l'amphi A1, et totalement disproportionnée, puisque aucune preuve convaincante n'a été apportée quant à ces détériorations a priori mineures de locaux déjà vétustes (amphi A3).

Pourquoi ce « lock-out » autoritaire, cette confiscation inacceptable d'un lieu de travail, de savoir et de culture pour des dizaines de milliers de personnes ?

Trois points semblent pouvoir l'expliquer, qui sont autant d'accroches sur lesquelles doit s'articuler la contestation étudiante :

1 - Un rapport de forces très personnel et obscur entre le président de l'université et les professeurs à la tête de la lutte des « anthropotes », certains de ces enseignants ayant été candidats à ce poste éminent et/ou furent très proches de M. Lunel par le passé. Ces jeux d'ombres entre egos sont la règle à l'université (recrutement, attribution de postes, financement, etc...), se répercutent largement sur les découpages disciplinaires et la pertinence des enseignements, vident les institutions de tout réel pouvoir et maintiennent l'ensemble de la communauté universitaire hors de toute confrontation démocratique. Ce mandarinat vulgaire, quelquefois rationalisé sous un fumeux vocable pseudo-subversif, place les étudiants de tout niveau dans une situation d'allégeance étendue d'autant plus forte que le climat social rend les diplômés -et les papiers !-

particulièrement précieux. Les couloirs sont emplis de ces injustices quotidiennes, abus répétés, arbitraires grossiers, simulacres éhontés. Il serait temps que les étudiants sortent du silence et supplantent la misère des enseignements insipides et anesthésiants par les nécessités d'un savoir collectif rendu discutable et vivant.

2 - La volonté de créer un précédent dans le monde universitaire français en légitimant l'usage de moyens disproportionnés face à une contestation limitée, de surcroît dans la « Mecque » du gauchisme que représente l'université Paris 8, dont le président actuel symbolise le premier « virage à droite » de son histoire. L'étonnant n'est pas tant cette offensive que la déliquescence et le conformisme dans lesquels se trouvent les forces contestataires : rares sont ceux, à l'université, qui ne se sont pas convertis au réalisme de notre société de progrès ou, autre face du même, ne rejouent pas interminablement l'agitation gauchiste narcissique et sans lendemain. L'imagerie « vincennoise » demeure cyniquement sans que rien ne vienne qui puisse nourrir les exigences des luttes d'aujourd'hui, qui sont d'abord la capacité d'analyse et de critique sans concessions. Il serait temps que des bilans se tirent des nihilismes groupusculaires d'hier et des carcans pseudo-émancipateurs, pour qu'éclatent au grand jour les paroles vraies qui seront à même de bâtir des êtres et des collectivités autonomes.

3 - La nécessité de limiter une contestation qui pourrait s'étendre à toute la faculté, notamment à propos de la réforme LMD, sur le modèle du gouvernement Raffarin qui rend systématique la répression face aux mobilisations actuelles menaçant le résultat attendu du référendum sur la constitution européenne. L'université de demain qu'on nous prépare n'est que le prolongement et l'extension des caricatures d'aujourd'hui : sa contestation doit s'enraciner dans la critique de ce qui nous est imposé depuis longtemps. L'incapacité présente à s'opposer à ces mesures découle du morcellement de la parole collective. Il est temps qu'elle retrouve maintenant, et pour longtemps, la place qui lui est due, loin des falsificateurs, mystificateurs et autres divertisseurs.

Nous appelons les étudiants, professeurs, personnels et usagers de la fac à débattre...

Des étudiants et habitants du quartier etatdeslieuxp8 no-log.org